

Assemblée des délégués du 29 novembre 2023

Allocution d'ouverture

Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)

Chères déléguées, chers délégués de l'Union suisse des paysans,
Chères paysannes, chers paysans,
Mesdames, Messieurs,

Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? En fonction de ce sur quoi on choisit de se concentrer, on peut le voir des deux façons. J'aimerais commencer mon discours d'ouverture de cette année en voyant le verre à moitié plein.

Les enquêtes auprès de la population sont très appréciées pour en apprendre plus sur l'état d'esprit ou le positionnement de cette dernière. L'Office fédéral de l'agriculture en a d'ailleurs organisé une cette année. Dans ce cadre, on a notamment demandé aux Suissesses et Suisses d'évaluer la pertinence de certaines caractéristiques en lien avec l'agriculture suisse. Le mot-clé « digne de confiance » a obtenu la première place. Quelque 91 % des personnes interrogées étaient d'avis que cette caractéristique correspondait à notre agriculture. Le mot-clé qui est arrivé en deuxième position avec un taux d'approbation de 87 % était « proche des consommateurs » : une nouvelle particulièrement réjouissante. Les caractéristiques « adaptée à notre époque », « respectueuse de l'environnement » et « entrepreneuriale » ont également recueilli des avis favorables. Il n'y a que « compétitive » qui a obtenu un soutien plus faible. C'est une réalité que nous ne pouvons pas tout à fait contredire. Nous travaillons dans un environnement qui est strictement réglementé et nous opérons à un niveau de coûts généralement élevé en Suisse. Le fait qu'un autre sondage commandé par Agro-Marketing Suisse ait révélé que 77 % des personnes interrogées sont d'avis que la Confédération doit soutenir l'agriculture au moins dans les proportions actuelles s'inscrit dans la même lignée.

Le résultat des élections fédérales d'octobre nous permet lui aussi de voir le verre à moitié plein. Nous nous sommes cette fois passablement investis dans ces élections. En collaboration avec d'autres associations économiques, nous avons même lancé notre propre campagne, intitulée « Perspective Suisse ». Son objectif était de souligner les prestations de l'économie et de l'agriculture pour une Suisse sûre et l'approvisionnement de celle-ci. L'atmosphère générale a sans aucun doute contribué au succès de la campagne. La pandémie, la guerre de la Russie en Ukraine, la hausse des prix et des primes d'assurance-maladie, et, peu avant les élections fédérales, la reprise du conflit au Proche-Orient ont sans aucun doute favorisé le désir généralisé de plus de sécurité et de stabilité. Pour l'agriculture, il est très important que les majorités au Parlement soient un peu redistribuées, en particulier au Conseil national.

Comme je l'ai dit récemment à un média, il était parfois insupportable de voir que des idées éloignées de la réalité étaient soumises au Conseil national. L'initiative parlementaire relative aux trajectoires de réduction en est un exemple. Le Conseil national a ajouté une quantité exagérée de dispositions à cet objet. Il y a trois ans, le monde politique et la population semblaient penser que les produits phytosanitaires étaient diaboliques et devaient être bannis autant que possible. Personne ne voulait entendre que la protection des cultures était importante non seulement pour garantir les récoltes et donc la nourriture, mais aussi pour éviter le gaspillage alimentaire. Et où en sommes-nous en 2023 ? Plusieurs cultures manquent de moyens efficaces, car les produits phytosanitaires ont été retirés du marché sans alternative. Certains ravageurs ne peuvent actuellement plus être combattus correctement. Par exemple, il nous manque un produit contre les vers fil de fer pour la culture des pommes de terre. Si nous ne produisons pas assez de

pommes de terre en Suisse, nous importerons allègrement la quantité manquante. Or, personne ne se souciera de savoir d'où vient cette marchandise et avec quels moyens elle a été traitée. Dans l'opinion publique, il suffit apparemment d'imposer des restrictions aux familles paysannes suisses.

L'absurdité va même plus loin : nous devons déclasser des tonnes de céréales IP-Suisse en raison de problèmes d'écoulement. Il est question de céréales IP-Suisse, qui poussent sans fongicides, ni insecticides, ni régulateurs de croissance et qui devraient se vendre comme des petits pains... Qu'en est-il de toutes les personnes inquiètes dans ce cas de figure ? Et des secteurs de la transformation et de la vente de détail, prétendument si durables ? Et des personnalités politiques engagées ? Dans ce contexte, toutes et tous tournent le dos aux exploitations agricoles, qui ont pourtant pris leurs responsabilités.

Vous aurez remarqué que je vois à présent le verre à moitié vide.

Notre offre respectueuse de l'environnement et des animaux ne trouve pas toujours preneur. Les autorités interdisent continuellement les produits phytosanitaires sans se soucier de savoir si la protection des cultures sera encore assurée. L'obligation d'utiliser le pendillard et de réserver 3,5 % des terres arables à la promotion de la biodiversité entre désormais en vigueur. Ces deux dispositions entraînent des coûts supplémentaires, voire une baisse des recettes, que nous ne pouvons pas compenser par de meilleurs prix. En effet, jusqu'à présent, sur le marché suisse, il n'a même pas été possible de répercuter intégralement les autres coûts supplémentaires liés aux moyens de production. Nous observons toujours une lacune qui met en péril le revenu des exploitations agricoles. Et voilà qu'une goutte d'eau vient faire définitivement déborder le vase : le Conseil fédéral veut économiser spécifiquement et avant tout sur l'agriculture afin de rétablir l'équilibre de son budget fédéral. Nous reviendrons plus tard sur ces mesures injustes et nous adopterons également une résolution à ce sujet.

Cette année nous a montré que la production agricole devenait plus exigeante et plus risquée. Même dans le château d'eau qu'est la Suisse, nous ne pouvons plus compter sur le fait qu'il pleuve suffisamment et que les pluies soient réparties de manière équilibrée. Le printemps a été particulièrement humide, puis l'été très sec. Ces changements sont la raison pour laquelle l'Union suisse des paysans avait décidé de recommander le « oui » à la loi sur le climat, soumise au vote le 18 juin. En tant que principal secteur concerné, nous ne voulons pas faire l'autruche. Au contraire, nous assumons notre responsabilité de manière crédible en prenant des mesures ciblées et efficaces. Dans d'autres secteurs, comme nous l'avons mentionné, cet objectif ne semble pas être une priorité. Dans notre secteur, nous essayons d'être cohérents et tenons nos promesses !

Il est souvent reproché à l'agriculture de stagner. Cette accusation est erronée. Nous sommes un secteur en constante évolution. La plupart des exploitations agricoles sont innovantes ; elles tentent de saisir les nouvelles opportunités et d'utiliser les technologies les plus récentes. Ainsi, nous sommes aujourd'hui le secteur où les robots et autres outils techniques tels que le guidage GPS sont les plus répandus. Ces innovations nécessitent toutefois un certain temps, car les investissements doivent pouvoir être amortis sur plusieurs décennies. Une certaine stabilité des conditions cadres et de la rémunération des prestations fournies est d'autant plus importante.

Si tout un chacun se rend compte que les conditions cadres de la politique agricole sont devenues si compliquées au fil des décennies qu'il est presque impossible d'avoir une vue d'ensemble et que la charge administrative à tous les niveaux est gigantesque, c'est qu'il est grand temps pour un nouveau départ. L'augmentation constante des effectifs de l'Office fédéral de l'agriculture, des administrations cantonales et des bureaux de conseil privés en témoigne également.

J'arrive à la fin de mon discours, d'autres éléments seront encore abordés au cours de l'assemblée. Chères paysannes, chers paysans, c'est à vous de déterminer si le verre est à moitié plein ou à moitié vide. En ce qui concerne le loup, la révision de l'ordonnance sur la chasse me laisse entrevoir une lueur à l'horizon. Espérons que le nouveau Parlement fera preuve d'un plus grand sens des réalités : qu'il ne se contentera pas d'exiger, mais qu'il encouragera aussi. C'est dans cette direction que va la population aussi, comme le prouvent les résultats des sondages mentionnés précédemment. C'est avec ces mots que j'ouvre l'Assemblée des délégués d'aujourd'hui et que je vous souhaite à toutes et tous la cordiale bienvenue.